

Burundi : un ex-député, figure critique du pouvoir, incarcéré

Arrib News, 09/10/2020 – Source AFP Fabien Banciryano, un ex-député burundais de l'opposition, a été critiqué par le régime de Bujumbura, a été incarcéré jeudi soir dans la capitale burundaise, a indiqué vendredi un de ses avocats affirmant qu'il lui est reproché d'avoir dénoncé de graves crimes commis sous la présidence de feu Pierre Nkurunziza. Fabien Banciryano a été arrêté par la police le vendredi 2 octobre et a été placé en prison jeudi soir, après avoir été inculpé de rébellion, dénonciations calomnieuses et atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'État», a annoncé l'AFP Me Christophe Nkeringanji. Cette information a été confirmée par une source judiciaire. Selon Me Nkeringanji, «on lui reproche d'avoir accusé (en février) alors qu'il était encore institutions de la République d'avoir commis des exécutions extrajudiciaires». En février dernier, M. Banciryano a été l'un des rares députés à voter contre un projet de loi relevant au titre de «Guide suprême du patriotisme» le président Nkurunziza, décédé en juin, deux mois avant la fin de son mandat. Sous sa présidence, «des crimes graves ont été commis, on retrouve chaque semaine des corps de personnes tuées, le pays est devenu l'un des plus pauvres et des plus corrompus au monde», avait-il expliqué en séance, ajoutant que M. Nkurunziza «devrait plutôt répondre de tous ces actes devant la justice». Son incarcération et les poursuites contre lui violent l'article 155 de la Constitution qui stipule qu'un député ne peut pas être arrêté ou poursuivi pour des propos tenus dans l'exercice de son mandat, dénoncé l'avocat de M. Banciryano. Nkurunziza qui avait choisi de ne pas briguer un troisième mandat, est décédé trois semaines après la présidentielle ayant élu son successeur, Evariste Ndayishimiye, homme-clé du système mis en place par M. Nkurunziza. Son arrivée au pouvoir en 2005, qui a prêté serment avec deux mois d'avance. En 2015, la candidature de M. Nkurunziza à un troisième mandat très controversé avait plongé le Burundi dans une crise majeure: 1.200 personnes ont été tuées et 400.000 Burundais contraints à l'exil, dont de nombreux opposants, militants et journalistes indépendants. La société civile en exil accuse le nouveau pouvoir d'Evariste Ndayishimiye d'avoir durci la répression contre les voix dissidentes, évoquant dans un récent rapport quelque 280 personnes assassinées et plus de 300 autres arrêtées arbitrairement.